



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/Sub.2/1999/SR.32
27 janvier 2000

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

SOUS-COMMISSION DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION
DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante et unième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 32ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 25 août 1999, à 15 heures

Président : M. HATANO

SOMMAIRE

EXAMEN DE PROJETS DE RÉOLUTION ET DE DÉCISION (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 10

EXAMEN DE PROJETS DE RÉOLUTION ET DE DÉCISION (suite)

Examen global de sujets précis relatifs à l'élimination de la discrimination raciale

- a) Situation des travailleurs migrants et des membres de leur famille
- b) Xénophobie

(point 3 de l'ordre du jour) (suite)

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.4

1. Mme HAMPSON propose d'apporter au projet de résolution des modifications d'ordre purement technique. Le texte du projet resterait inchangé jusqu'au paragraphe 3 du dispositif inclus. La fin du projet serait modifiée et se lirait comme suit :

4. Recommande à la Commission des droits de l'homme d'adopter le projet de décision suivant :

"La Commission des droits de l'homme, prenant note de la résolution 1999/..., en date du ... août 1999, de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme recommande au Conseil économique et social d'adopter la décision suivante :

"Le Conseil économique et social décide d'autoriser la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme à nommer parmi ses membres un rapporteur spécial chargé de procéder à une étude complète sur les droits des non-ressortissants, en se fondant sur le document de travail établi par M. David Weissbrodt ainsi que sur les observations qui ont été formulées et les discussions qui ont eu lieu à la cinquante et unième session de la Sous-Commission et pourraient avoir lieu à la cinquante-sixième session de la Commission, et de présenter un rapport préliminaire à la Sous-Commission à sa cinquante-troisième session, un rapport préliminaire à sa cinquante-quatrième session et un rapport final à sa cinquante-cinquième session. Le Conseil prie le Secrétaire général de fournir au rapporteur spécial toute l'aide dont il pourra avoir besoin pour s'acquitter de sa tâche."

2. Le PRÉSIDENT annonce que Mme Daes et M. Ramishvili se sont portés coauteurs du projet de résolution.

Le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.4, sous sa forme modifiée, est adopté.

La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels

- a) L'ordre économique international et la promotion des droits de l'homme
- b) La réalisation du droit au développement
- c) La question des sociétés transnationales
- d) La réalisation du droit à l'éducation, y compris l'éducation dans le domaine des droits de l'homme

(point 4 de l'ordre du jour) (suite)

3. Le PRÉSIDENT annonce que Mme Hampson et M. Ramishvili se sont portés coauteurs du projet.

4. Le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.8 est adopté.

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.9

5. Le PRÉSIDENT annonce que M. Ramishvili et Mme Hampson se sont portés coauteurs du projet.

6. M. ALFONSO MARTÍNEZ rappelle que le Conseil économique et social est seul habilité à nommer des rapporteurs spéciaux. Au paragraphe 3 du dispositif, il convient donc de remplacer le membre de phrase "nommer M. Oloka-Onyango et Mme Udagama rapporteurs spéciaux" par les mots "proposer la nomination de M. Oloka-Onyango et de Mme Udagama comme rapporteurs spéciaux". Pour la même raison, dans le projet de décision de la Commission des droits de l'homme figurant au paragraphe 4 du dispositif, il y a lieu de remplacer les mots "décide d'approuver la nomination de..." par les mots "décide d'approuver la proposition de nommer...". Enfin, toujours au paragraphe 4, dans le projet de décision du Conseil économique et social, il convient de remplacer les mots "approuve la décision de la Commission de nommer..." par les mots "décide de nommer...".

7. Mme WARZAZI rappelle que c'est par sa résolution 1999/59 que la Commission des droits de l'homme a prié la Sous-Commission d'entreprendre l'étude de la question de la mondialisation et de ses effets sur la pleine jouissance de tous les droits de l'homme. Il faudrait donc mentionner cette résolution. Le début du projet de décision de la Commission des droits de l'homme figurant au paragraphe 4 du dispositif pourrait donc se lire comme suit : "La Commission des droits de l'homme, rappelant sa résolution 1999/59 et prenant note de...".

8. Le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.9, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

Projet de décision E/CN.4/Sub.2/1999/L.13

9. M. WEISSBRODT dit que ce projet de décision a un caractère exclusivement procédural, puisqu'il y est proposé que la résolution de 1998/26, adoptée en 1998 par la Sous-Commission, soit transmise aux gouvernements et à d'autres entités pour observations. Il propose de remanier la dernière phrase du texte afin de la compléter. Après les mots " transmettre la résolution de 1998/26 de

la Sous-Commission aux États", le texte se lirait comme suit : "au Représentant du Secrétaire général chargé d'examiner la question des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, aux organisations intergouvernementales, y compris au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils communiquent leurs observations."_

10. Mme WARZAZI dit qu'elle ne s'oppose pas à cette modification, mais que, jusqu'à nouvel ordre, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés est un organe de l'ONU et non une organisation intergouvernementale.

11. M. JOINET considère que pour un non-initié ce projet de décision est hermétique. Ainsi, dans la phrase "la Commission encourageait la Sous-Commission à poursuivre ses travaux sur cette question", on ne voit pas de quels travaux il s'agit; il n'y a aucune référence à un document quelconque.

12. Mme DAES et Mme HAMPSON se portent coauteurs du projet de décision.

13. M. GUISSÉ estime que le projet de décision est très incomplet, dans la mesure où il n'y est fait aucune référence au droit interne des États relatifs à la question.

14. M. ALFONSO MARTÍNEZ fait observer qu'il s'agit d'un projet de décision et non d'un projet de résolution, et qu'il ne voit pas en quoi ce texte est hermétique.

15. M. WEISSBRODT, répondant à l'observation de Mme Warzazi, propose de remplacer l'expression "y compris" par une virgule, ce qui réglera le problème. Comme M. Guissé, M. Weissbrodt estime que cette question relève du droit interne; il fait observer que la référence à ce droit figure dans la résolution 1998/26. Il prie M. Joinet de l'excuser pour le caractère essentiellement procédural du texte; cependant, le fond de la question ayant été examiné l'année précédente, il l'invite à se reporter à la résolution 1998/26. Il espère que le projet de décision pourra être adopté par consensus.

16. M. JOINET dit qu'il ne s'opposera pas à ce projet de décision, mais qu'il considère que la Commission des droits de l'homme n'en comprendra pas vraiment le sens.

17. Le projet de décision E/CN.4/Sub.2/1999/L.13, sous sa forme modifiée, est adopté.

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.14

18. M. WEISSBRODT et M. JOINET se portent coauteurs du projet de résolution.

19. Le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.14 est adopté.

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.20

20. M. BENGGOA, présentant le projet de résolution, dit que la question des droits économiques, sociaux et culturels revêt une importance de plus en plus grande pour la Sous-Commission. Le but du FORUM social est donc de mettre l'accent sur cette question, et d'inviter d'autres intervenants à participer aux

débats, en particulier des spécialistes gouvernementaux des questions économiques et sociales. Du point de vue de l'organisation des travaux, le point 4 de l'ordre du jour de la Sous-Commission serait examiné dans le cadre du Forum social. Le Groupe de travail de session sur les méthodes de travail et les activités des sociétés transnationales feraient part de ses travaux aux participants au FORUM, ce qui enrichirait le débat.

21. M. Bengoa signale une erreur de rédaction au premier paragraphe du dispositif. A l'alinéa vii) de la liste des participants, il faut remplacer les mots "organismes internationaux de coopération" par les mots "Associations et organisations de travailleurs à caractère international".

22. Par ailleurs, étant donné qu'un débat va se tenir très prochainement sur le thème de l'extrême pauvreté et des droits de l'homme, M. Bengoa propose, si les coauteurs du projet de résolution n'y voient pas d'objection, que cette question soit l'un des thèmes principaux la première session du FORUM social. Ce thème est d'ailleurs mentionné à l'alinéa c) de la résolution 1999/53 de la Commission des droits de l'homme. Si cette proposition est acceptée, il faudrait ajouter un nouveau paragraphe qui serait rédigé comme suit : "Suggère que la première session du Forum social accorde une importance particulière au débat sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, et demande au secrétariat de préparer à l'avance le point 3 de l'ordre du jour proposé, en demandant aux intervenants qui seront invités de présenter des données d'expérience et des études constructives concernant cette question".

23. M. JOINET demande si le FORUM social remplacera le point 4 de l'ordre du jour. Si c'est le cas, et si la durée de la session de la Sous-Commission reste la même, il est favorable à cette formule. Ce sera en effet l'occasion d'examiner d'une manière moins routinière les questions des droits économiques, sociaux et culturels et de montrer ainsi la volonté de réforme et d'innovation de la Sous-Commission. En revanche, si le FORUM social venait s'ajouter au point 4, ce serait nécessairement au détriment d'autres activités de la Sous-Commission.

24. M. GUISSÉ, dit qu'en tant que coauteur du projet de résolution, il comprend que les trois jours consacrés au Forum social ne seraient pas inclus dans la session de la Sous-Commission, car cela exclurait d'autres activités - présentation des rapports, etc. - relatives aux droits économiques, sociaux et culturels. Il faut que le Forum se déroule en dehors de la session de la Sous-Commission.

25. M. BENGUA fait observer que l'ordre du jour du Forum social est identique au point 4. Il s'agit en fait de regrouper dans le Forum social tous les thèmes qui sont examinés au titre du point 4, à savoir les sociétés transnationales, l'alimentation, l'eau potable, l'éducation, etc. Le Forum social n'exclut aucune de ces questions. Bien au contraire, il a pour but d'en souligner l'importance.

26. M. EIDE dit que cette question est très importante car il s'agit d'une nouvelle approche des droits économiques, sociaux et culturels. Or, il est essentiel que la Sous-Commission renouvelle ses méthodes de travail. Il considère comme M. Bengoa et M. Joinet qu'il faudrait consacrer trois jours au Forum social.

27. M. WEISSBRODT, rappelant qu'il est coauteur du projet de résolution, dit qu'il avait cru comprendre que le Forum social devait durer deux jours et non trois. À son avis, la première session du Forum social devrait durer deux jours, quitte à en porter la durée à trois jours ultérieurement.

28. M. JOINET dit que la Commission n'a consacré que deux séances aux questions relatives aux droits économiques sociaux et culturels; or le Forum social, s'il dure trois jours, permettra d'approfondir ces questions, et de bénéficier de points de vue extérieurs. M. Joinet se déclare très favorable à cette formule et souhaite se porter coauteur du projet de résolution.

29. Mme DAES dit qu'elle se porte également coauteur du projet de résolution. À son avis, le Forum social facilitera les travaux de la Sous-Commission, dans la mesure où il permettra de regrouper tous les points de l'ordre du jour relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels. Elle estime, elle aussi, que le Forum social devrait durer de trois jours.

30. M. GUISSÉ dit qu'il a des appréhensions. Chaque fois que les droits de l'homme ont occupé le devant de la scène, certains ont essayé de leur enlever toute substance; ce fut, par exemple, le cas du droit au développement. M. Guissé craint que le Forum social n'ait pour effet de diluer les droits économiques, sociaux et culturels; c'est là un risque réel qu'il faut prendre en compte. Cela dit, M. Guissé ne souhaite pas retirer son nom de la liste des coauteurs.

31. M. FAN dit que la Sous-Commission n'a pas eu le temps de débattre du Forum social pendant le débat général. En tant que coauteur du projet de résolution, il estime que les droits économiques, sociaux et culturels sont importants, qu'il faut en parler davantage à la Sous-Commission et de façon très concrète. À cet égard, il faudrait tenir compte, lors du Forum social, des questions qui seront examinées lors du prochain séminaire sur l'extrême pauvreté. Il ne faudra pas perdre de vue non plus les études en cours sur les sociétés transnationales et la mondialisation.

32. Mme WARZAZI estime qu'il va falloir faire un choix. Si le Haut-Commissariat aux droits de l'homme peut prévoir deux journées supplémentaires pour le Forum social, qui viendraient s'ajouter aux deux demi-journées consacrées à l'examen du point 4 de l'ordre du jour, elle s'en réjouit à l'avance; mais si cela n'est pas possible, notamment pour des raisons budgétaires, elle propose aux membres de la Sous-Commission de participer gratuitement, c'est-à-dire sans percevoir d'indemnité journalière, au Forum social.

33. M. BENGUA, répondant à M. Guissé, dit que l'appellation initiale du Forum était "Forum sur les droits économiques, sociaux et culturels", pour bien marquer l'importance de ces droits. Le projet de résolution parle de Forum social, mais rien n'empêche de revenir à l'ancienne formulation. Il suffirait pour cela de modifier le paragraphe 1 du projet de résolution comme suit : "Décide d'organiser, pendant la cinquante-deuxième session de la Sous-Commission un Forum sur les droits économiques, sociaux et culturels appelé Forum social ...".

34. En ce qui concerne la durée du Forum, M. Bengoa n'a pas de position arrêtée. Actuellement, la Sous-Commission consacre deux demi-journées à l'examen

du point 4 de l'ordre du jour, ce qui est insuffisant. C'est pourquoi il a été proposé de consacrer trois jours au Forum social.

35. En ce qui concerne les observations de Mme Warzazi, il convient de rappeler que la Commission des droits de l'homme a rejeté l'idée que le Forum social se tienne en dehors de la session de la Sous-Commission. C'est pourquoi il est apparu nécessaire de modifier l'ordre du jour de la Sous-Commission, afin que le Forum social n'ait pas d'incidences financières.

36. M. EIDE dit que la proposition de désigner le Forum social "Forum des droits économiques, sociaux et culturels" décrit mieux l'objectif de cette manifestation.

37. Comme M. Fan et M. Guissé, il estime qu'il est essentiel d'être concret dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels et que l'organisation d'un Forum sur ces droits y contribuerait. C'est pourquoi également, il convient de donner suite à l'étude sur le droit à l'alimentation, ainsi qu'à celle sur le droit à l'éducation.

38. Le Forum social devrait durer trois jours et se tenir pendant les quatre semaines de la session de la Sous-Commission, toute autre solution étant irréaliste. Certes, M. Eide est tout à fait disposé à participer gratuitement au Forum social comme l'a proposé Mme Warzazi, mais cela ne résoudrait pas le problème, dans la mesure où l'essentiel des coûts concerne les services de conférence.

39. S'agissant de la participation au Forum, il va de soi que celui-ci réunirait les membres de la Sous-Commission, les observateurs des gouvernements et les ONG mais il serait souhaitable que l'Organisation internationale du Travail, l'UNICEF ainsi que d'autres organisations y participent également. Par ailleurs, il faudrait aussi essayer d'y associer la Banque mondiale et le FMI; enfin, il est capital que des associations de travailleurs y assistent.

40. Le projet de résolution E/CN.4/1999/L.20 est adopté.

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.21

41. M. GUISSÉ, se référant au paragraphe 2 du dispositif, dit que le document présenté en 1999 était un rapport préliminaire; il s'étonne donc de ce que le rapport final soit annoncé pour la cinquante-deuxième session. L'étude se trouverait ainsi amputée d'une année. Il souhaite avoir des explications, de la part de l'auteur du projet de résolution, sur cette pratique inhabituelle.

42. Le PRÉSIDENT précise que le document final en question est un document de travail et non un rapport.

43. M. JOINET, prenant la parole en tant qu'auteur du projet de résolution, rappelle qu'à l'issue de l'exposé de M. Mehedi, il avait estimé que le document présenté par ce dernier était plus qu'un document préliminaire, et que M. Mehedi lui-même avait indiqué être en mesure de présenter un document final dès la prochaine session. Cela d'ailleurs est à prendre en considération si l'on souhaite faire des économies.

44. M. BOSSUYT, soulevant un point de procédure, s'étonne que le coauteur d'un projet de résolution pose des questions et émette des réserves sur un texte qu'il a signé.

45. M. GUISSÉ fait observer qu'il est en droit, en tant que coauteur, de demander un éclaircissement.

46. Mme DAES, constatant que son nom ne figure pas sur la liste des auteurs du projet de résolution alors qu'elle en faisait partie initialement, demande donc que son nom soit ajouté. Par ailleurs, compte tenu de l'importance de la question, elle propose de modifier le deuxième paragraphe du dispositif, afin d'indiquer que M. Mehedi présentera un rapport intérimaire à la 52ème session, et un rapport final à la 53ème session.

47. Mme WARZAZI fait observer que, à moins d'un malentendu, un expert ne devrait pas poser de questions sur un texte dont il est coauteur. Concernant la proposition de Mme Daes, elle croit savoir que le texte du deuxième paragraphe du dispositif reflète les intentions de M. Mehedi. C'est donc à ce dernier qu'il appartient de dire s'il souhaite ou non établir un rapport intérimaire.

48. M. MEHEDI prend note des observations formulées par les intervenants. Il précise que, conformément à ce qui avait été demandé par la Sous-Commission en 1997, la première étape de son travail a consisté à définir le contenu du droit à l'éducation. Il envisage d'examiner, dans un deuxième temps, les obstacles qui se posent à la réalisation de ce droit et d'aborder également la problématique de l'enseignement des droits de l'homme, qui fait partie du droit à l'éducation. La question de l'éducation est une question fondamentale, car l'éducation est ce qui permet la réalisation de tous les autres droits. M. Mehedi souhaiterait, par conséquent, que cette importante question figure à l'ordre du jour des prochaines sessions de la Sous-Commission, et ce pendant toute la durée de la Décennie des Nations Unies pour l'enseignement des droits de l'homme. Par ailleurs, les travaux pourraient contribuer utilement au débat sur les droits économiques, sociaux et culturels dans le cadre du Forum social.

49. Le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.21 est adopté.

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.22

50. M. OLOKA-ONYANGO dit que le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.22 vise essentiellement à mettre en évidence les liens entre les droits de l'homme et la libéralisation des échanges. Dans le contexte du débat sur l'Accord multilatéral sur l'investissement et compte tenu du rôle et de la position de l'OMC dans ce domaine, le projet de résolution souligne la nécessité de veiller à ce que les droits de l'homme soient pleinement pris en compte. Cela est d'autant plus nécessaire que la question du commerce fait partie des échéances toutes proches du calendrier international. Elle est liée à la question de la mondialisation et a des incidences sur le plein exercice de l'ensemble des droits de l'homme, droits économiques, sociaux et culturels aussi bien que civils et politiques.

51. M. BOSSUYT dit que, contrairement à ce qui est indiqué, il n'est pas coauteur du projet de résolution. Il a en effet plusieurs réserves au sujet du texte proposé. S'agissant des alinéas 8 à 10 du préambule, il a des doutes quant à l'exactitude de ce qui est avancé. Au paragraphe 4 du dispositif, il est

question d'études qui devraient être achevées avant le début des prochaines négociations sur la libéralisation des échanges; or ces négociations auront lieu à partir de novembre, comme l'indique justement le neuvième alinéa du préambule. D'une manière générale, l'ensemble du projet de résolution est prématuré. Avant de se prononcer sur un tel sujet, les experts devraient avoir approfondi suffisamment la question. Le texte semble en effet impliquer que la libéralisation du commerce est néfaste en soi, position à laquelle M. Bossuyt ne peut pas souscrire.

52. M. GUISSÉ dit qu'il s'interroge sur la compétence de la Sous-Commission pour traiter des questions relatives au commerce international, qui sont déjà étudiées par une organisation - l'Organisation mondiale du commerce - qui fait partie du système des Nations Unies. La question de la réalisation des droits économiques est déjà pendante devant l'OMC; aussi la Sous-Commission devrait-elle reconnaître tout simplement qu'elle n'est pas compétente en la matière.

53. Mme WARZAZI s'avoue perplexe devant ce texte, dont elle n'a jamais eu connaissance auparavant. Certes, on doit veiller à ce que les droits économiques, sociaux et culturels soient pris en considération. Cette question intéresse même tout particulièrement les pays en développement, qui sont largement représentés au sein de la Sous-Commission. Il reste que le projet de résolution semble un peu confus. La Sous-Commission pourrait se limiter à exprimer ses préoccupations au sujet des questions évoquées dans ce texte. Il suffirait pour cela d'en supprimer une partie, depuis le septième alinéa du préambule ("Notant que les négociations"...) jusqu'au quatrième paragraphe du dispositif. De même, le paragraphe 6 n'est peut-être pas indispensable.

54. Mme HAMPSON estime au contraire que le projet de résolution à l'examen est extrêmement important parce que la Sous-Commission est en train de bâtir un édifice auquel il manque un élément essentiel. Cet élément, c'est le monde de la finance et des investissements financiers. Le projet de résolution s'adresse à des acteurs qui n'ont pas forcément conscience des répercussions sur l'ensemble des droits de l'homme des décisions qu'ils prennent et qui sont exclusivement dictées par des considérations économiques et commerciales. On ne peut pas laisser l'OMC se charger seule de cette question, celle-ci sera d'ailleurs la première à reconnaître qu'elle n'est pas compétente en matière de droits de l'homme. Il serait pour le moins curieux que la Sous-Commission prétende couvrir toutes les activités susceptibles d'avoir des incidences en matière de droits de l'homme et néglige une question aussi cruciale à cet égard.

55. M. BOSSUYT appuie la proposition de Mme Warzazi. Le projet de résolution contient en effet des affirmations qui lui paraissent contestables, d'autant que la Sous-Commission n'a pas les compétences nécessaires pour s'exprimer avec autorité sur ce sujet. Comme Mme Hampson, il estime qu'il faut soulever la question, et c'est précisément ce à quoi tend la proposition de Mme Warzazi, tout en évitant d'affirmer quoi que ce soit.

56. M. EIDE dit qu'il ne fait aucun doute pour lui que la question des échanges a de très fortes incidences, qui peuvent d'ailleurs être bonnes ou mauvaises, sur les droits de l'homme. À son avis, il est difficile de poursuivre l'examen du projet de résolution sans un débat plus approfondi. En tant que coauteur du projet, M. Eide propose d'en différer quelque temps l'examen afin

que les coauteurs puissent se concerter avec Mme Warzazi et M. Bossuyt sur la suite à donner aux propositions qui ont été formulées.

57. Le PRÉSIDENT propose de différer l'adoption d'une décision au sujet du projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.22.

58. Il en est ainsi décidé.

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.25

59. M. JOINET et M. PARK se portent coauteurs du projet de résolution.

60. Le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.25 est adopté.

La réalisation des droits de la personne humaine en ce qui concerne les femmes

a) Pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des fillettes

b) Le rôle des femmes dans le développement et leur participation égale à ce processus

(Point 5 de l'ordre du jour) (suite)

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.23

61. Le PRÉSIDENT annonce que M. Yimer et M. Sorabjee se portent coauteurs du projet de résolution.

62. M. GUISSÉ, présentant le projet de résolution, dit que celui-ci a recueilli l'adhésion et le parrainage de tous les experts de la Sous-Commission. Compte tenu des souhaits exprimés par les ONG qui luttent contre les pratiques visées dans ce texte, il souhaiterait ajouter à la fin du paragraphe 7 du dispositif le membre de phrase suivant: "ainsi que des visites sur le terrain de la Rapporteuse spéciale".

63. Le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.23 est adopté à l'unanimité.

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.24

64. Mme WARZAZI dit que M. Mehedi et elle-même ont souhaité, étant de confession musulmane, être les seuls coauteurs de cette résolution, pour qu'on ne puisse pas dire que les experts musulmans ont subi l'influence des experts occidentaux. Le texte est clair. Aussi demande-t-elle à tous les membres de la Sous-Commission de l'appuyer.

65. Mme DAES, M. Joinet, M. Sorabjee, M. Pinheiro, M. Sik Yuen, M. Yimer, M. Gooneskere et M. Bengoa expriment le souhait de devenir coauteurs du projet de résolution.

66. M. WEISSBRODT propose d'ajouter, à la fin du dernier alinéa du préambule, le membre de phrase suivant: "mais constatant que la Commission n'a pas répondu pleinement aux préoccupations exprimées dans cette résolution".

67. M. WARZAZI précise que si M. Weissbrodt propose cette modification, c'est pour éviter que la Commission considère cette résolution comme faisant double emploi, ce qui n'est pas le cas. Comme cet ajout ne change rien au fond de la question, Mme Warzazi se déclare disposée à l'accepter. Elle accepte également le co-parrainage du projet de résolution par les autres membres de la Sous-Commission.

68. Le PRÉSIDENT annonce que M. Weissbrodt se porte également coauteur de ce texte.

69. M. TANDAR (Observateur de l'Afghanistan) dit que la délégation de l'État islamique d'Afghanistan se réjouit que la résolution sur la situation des femmes et des filles en Afghanistan ait été rédigée par deux experts qui ont la même religion que le peuple afghan. L'État islamique d'Afghanistan, fidèle aux principes de l'islam et à la culture afghane, considère que les femmes et les hommes sont égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits. Il est convaincu que, sans la participation pleine et entière des femmes à la vie des nations, les peuples sont condamnés à vivre dans l'ignorance, la misère et le sous-développement.

70. La violation systématique des droits de l'homme et l'instauration de l'apartheid sexuel par les Talibans est due au fait que les Talibans sont exportés en Afghanistan par un pays voisin qui instrumentalise la religion sacrée de plus d'un milliard de personnes pour atteindre ses objectifs stratégiques. La religion des Talibans est étrangère à la conception qu'a le peuple afghan de sa religion, de son histoire et de sa culture. Ce groupe n'est pas d'origine afghane, ses racines sont au Pakistan. Il s'appuie sur des groupes terroristes internationaux et son isolement au sein du peuple afghan est tel qu'il a recours à des mercenaires étrangers, notamment des Pakistanais, pour mener sa guerre contre le peuple afghan, une guerre qui fait de nombreuses victimes parmi la population civile.

71. Le projet de résolution de la Sous-Commission concernant la situation des femmes et des filles en Afghanistan constitue un message fort à l'intention de ceux qui soutiennent les Talibans, en leur indiquant clairement que la conscience humaine, la société civile internationale, les peuples, les États et les organisations internationales ne peuvent tolérer leurs agissements. La délégation de l'État islamique d'Afghanistan invite donc les membres de la Sous-Commission à adopter ce projet de résolution par consensus.

72. M. JOINET, se référant au projet de résolution à l'examen, fait une observation en rapport avec l'étude de Mme Koufa sur le terrorisme. Il rappelle que l'une des difficultés qui se posent à propos du terrorisme tient au fait que, en droit international, seuls les États peuvent être déclarés coupables de violations des droits de l'homme. Par conséquent, dans le projet de résolution L.24, c'est le Gouvernement afghan qui devrait être condamné. Or, comme dirait M. Alfonso Martínez, le monde est vraiment à l'envers puisque, dans le cas présent, le Gouvernement afghan approuve une résolution qui condamne son pays. Mais en réalité ce que l'on condamne, ce n'est pas un État ni un gouvernement, ce sont les Talibans, autrement dit une entité privée. C'est là l'illustration même des difficultés auxquelles on se heurte lorsqu'il s'agit de violations des droits de l'homme commises par des acteurs autres que les États.

73. Mme JANJUA (observatrice du Pakistan) tient à ce qu'il soit consigné dans le compte rendu de la séance que son pays approuve le projet de résolution L.24.

74. M. ALFONSO MARTÍNEZ dit qu'il n'a pas l'intention de briser le consensus sur un projet de résolution qui fait l'unanimité, d'autant que la délégation afghane elle-même appuie ce texte. Il tient néanmoins à rappeler la position qui a toujours été la sienne en ce qui concerne les projets de résolution qui portent sur des questions de fond. Dans ces projets de résolution, la Sous-Commission ne doit pas se référer à des pays déterminés.

75. M. FAN, notant ce que vient de dire M. Joinet, à savoir que seuls les gouvernements violent les droits de l'homme, tient à formuler une réserve à ce sujet. M. Fan aimerait que cette question fasse l'objet d'un débat.

76. Le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.24 est adopté.

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.27

77. Le PRÉSIDENT annonce que M. Mehedi, M. Park et M. Ramishvili se portent coauteurs du projet de résolution.

78. Mme WARZAZI dit que, dans le contexte de la participation des femmes au développement, une évolution encourageante de la situation des femmes dans certains pays du Golfe mérite d'être signalée. Ainsi, au Qatar, le Gouvernement a autorisé les femmes à voter. Quant à l'Emir du Koweït, il a pris un décret qui prévoit que les femmes pourront bientôt voter et se porter candidates à des postes au gouvernement. Il faut espérer que, malgré l'opposition des milieux conservateurs, ce décret sera appliqué. Il s'agit là en effet d'une décision très importante pour les femmes koweïtiennes.

Formes contemporaines d'esclavage (point 6 de l'ordre du jour) (suite)

Projet de résolution E/CN.4/Sub.2/1999/L.28

79. Mme McDOUGALL, présentant le projet de résolution L 28, insiste sur le fait que les femmes sont les principales victimes de la violence sexuelle pendant les périodes de conflit armé. Appelant l'attention sur le paragraphe 16, elle précise que ce qui est demandé dans ce paragraphe, ce n'est pas d'élargir le mandat de la Rapporteuse spéciale mais simplement d'autoriser la large diffusion de son étude.

80. Mme WARZAZI formule certaines critiques sur le texte soumis à l'examen de la Sous-Commission. En premier lieu, il faudrait remanier le paragraphe 16, parce qu'il ne s'agit pas seulement de distribuer l'étude de Mme McDougall. Elle rappelle qu'au paragraphe 14, il est demandé à la Haut-Commissaire aux droits de l'homme de soumettre un rapport à la Sous-Commission à sa cinquante-deuxième session sur la question qui fait l'objet du point 6 de l'ordre du jour.

81. En ce qui concerne le paragraphe 4, Mme Warzazi ne peut pas l'accepter. Dans ce paragraphe, il est fait référence au Tribunal militaire international de Nuremberg. Or, les références à ce tribunal n'ont aucune valeur pour les pays qui, en 1945, subissaient le joug colonial des puissances siégeant alors à Nuremberg. Elle rappelle qu'en 1945 et 1946, des milliers d'innocents ont été massacrés en Algérie, à Madagascar, au Sénégal, par les forces armées de pays

occidentaux. Or, les victimes de ces massacres n'ont jamais eu droit ni à des excuses ni à des indemnités.

82. Se référant au paragraphe 13, Mme Warzazi estime que le texte, tel qu'il est libellé, ne prend pas en compte les situations du passé. À son avis, ce paragraphe devrait être remanié comme suit :

"Affirme que les gouvernements et les particuliers ne sont en aucune manière exonérés de leurs responsabilités quant aux violations visées dans la présente résolution, et ce conformément au droit international."

83. Compte tenu des réserves qu'elle vient d'exprimer, Mme Warzazi ne peut pas s'associer à la recommandation qui est faite au paragraphe 15, tendant à ce que la Commission des droits de l'homme souscrive aux principes énoncés dans la résolution.

84. Mme HAMPSON, répondant à Mme Warzazi, fait observer que ce qui est important, dans au 4, ce n'est pas la référence au Tribunal militaire de Nuremberg mais le caractère de droit coutumier qui est conféré à la quatrième Convention de La Haye de 1907, laquelle porte sur les lois et coutumes de la guerre. La Convention de La Haye fait partie du droit coutumier international. Pour ce qui est du paragraphe 13, il faut le replacer dans le contexte de l'amnistie, c'est-à-dire de l'impunité potentielle dont risquent de bénéficier des dictateurs sanguinaires, comme c'est le cas en Sierra Leone. Le paragraphe 13, tel qu'il est libellé, ne devrait soulever aucun problème.

85. M. ALFONSO MARTÍNEZ regrette que le projet de résolution L.28 n'ait pas fait l'objet de véritables consultations. À son avis, la préoccupation essentielle, qui devrait être clairement exprimée dans ce texte, concerne les atteintes à l'intégrité physique des femmes en période de conflit armé. Or, c'est ce qui n'est pas suffisamment mis en relief dans le texte tel qu'il est rédigé. Ainsi, au paragraphe 6, il est demandé d'une manière très vague à tous les États de prendre des mesures pour que soient effectivement jugés tous les actes de violence sexuelle commis en période de conflit armé. Au paragraphe 8, on reconnaît la nécessité de renforcer l'aptitude de la Cour pénale internationale à juger tous les actes de violence sexuelle - formulation très vague - commis pendant de tels conflits, alors que cette Cour pénale internationale n'existe pas encore. Le paragraphe 10 laisse encore plus perplexe. "Pour donner effet aux règles applicables en cas de conflit, il faut adopter et appliquer les mesures voulues en temps de paix". M. Alfonso Martínez aimerait savoir ce que cela veut dire concrètement. Quant au paragraphe 12, où l'on invite les États à prévoir des sanctions pénales et des indemnisations pour les violations laissées sans remède, il semble à M. Alfonso Martínez, qu'il y a là une généralisation excessive, surtout si l'on replace ces violations dans un contexte historique. Enfin, l'intervenant ne comprend pas bien la demande qui est faite au paragraphe 14. Comment le Haut-Commissariat suivra-t-il la mise en oeuvre de la présente résolution ? Devra-t-il demander aux mécanismes existants de se pencher davantage sur la question du viol systématique et de l'esclavage sexuel en période de conflit armé ? Devra-t-il créer un nouveau mécanisme ? Là encore, le texte est très vague. En conclusion, pour les mêmes raisons que celles exposées par Mme Warzazi, M. Alfonso Martínez ne peut pas s'associer à la recommandation formulée au paragraphe 15 du texte.

86. M. YIMER, se référant au paragraphe 13 du projet de résolution, fait observer que la terminologie employée n'a pas un caractère juridique. Il est dit que "nul traité, nulle amnistie, ne peut éteindre les droits et obligations", etc. L'expression "ne peut" est inappropriée car elle ne précise pas le fondement juridique de cette impossibilité. M. Yimer conteste également l'emploi du mot "Affirme". En général, le terme usuel est "Considère". En effet, il faut être compétent pour affirmer une chose. La Cour internationale de justice peut le faire, mais pas la Sous-Commission.

87. Mme McDOUGALL, se référant aux points soulevés par différents experts, note que, s'agissant du paragraphe 4, Mme Hampson a déjà répondu aux critiques qui ont été formulées. Elle ajoute que ce dont il s'agit, au paragraphe 4, est bien le droit coutumier international et que le fait que ce droit n'ait pas toujours été respecté au cours de l'histoire n'enlève rien à sa validité. M. Alfonso Martínez a fait observer que la Cour pénale internationale mentionnée au paragraphe 8 n'est pas encore entrée en fonction. Mme McDougall en convient mais elle signale qu'un dialogue est en cours entre la Haut-Commissaire aux droits de l'homme et les personnes chargées de suivre la question de la Cour pénale internationale, en vue, précisément, de veiller à ce que la juridiction de la Cour s'étende aux actes de violence sexuelle commis en période de conflit armé. Quant à ce qui est dit au paragraphe 13, à savoir que nul traité ne peut éteindre les droits et obligations des États et des particuliers reconnus par le droit international, s'agissant des violations visées dans la résolution, c'est là un point sur lequel le Secrétaire général de l'ONU et la Haut-Commissaire aux droits de l'homme ont insisté à maintes reprises. Pour ce qui est du paragraphe 16, Mme McDougall ne voit aucun inconvénient à ce que celui-ci soit remanié, si tel est le souhait des membres de la Sous-Commission.

La séance est levée à 18 heures.